



## *Presse quotidienne en région* **Salaires : Sarkozy lâche le SPQR !**

Il doit y avoir des moments de grande solitude place des Etats-Unis, au siège du syndicat SPQR. Voilà que le président et son gouvernement, flattés en tout sens par ledit syndicat patronal, s'emparent du thème du pouvoir d'achat !

Tout en bloquant le salaire des fonctionnaires, le président prétend distribuer une prime sous forme d'intéressement à quelques milliers de salariés du privé. 1 000 euros, paraît-il, sous réserve d'inventaire. Grosse ficelle pré-électorale, direz-vous, en plus elle oppose fonctionnaires et travailleurs du privé. Certes.

Quand même : le président, soudain réveillé par les signaux de son impopularité, de l'inflation et du mécontentement montant, entonne le chant suivant :

*« Le partage de la valeur, j'y tiens parce que c'est une question de justice. »* (19 avril dans les Ardennes)

Fichtre, c'est Michel Lucas et ses compères banquiers qui vont être contents. « Partager la valeur », « question de justice », de quoi leur provoquer une crise cardiaque, à tout le moins une crise de goutte. Ce vocabulaire-là n'est pas dans leur dictionnaire.

Et le président en rajoute :

*« Quand il y a reprise, j'affirme qu'il est normal que les salariés et les ouvriers à qui on a demandé des efforts pendant la crise bénéficient de cette reprise, c'est un principe sur lequel je ne céderai pas. »*

Pas dupes, nous savons que les promesses n'engagent que ceux qui y croient, et chat échaudé craint l'eau froide du fameux « travailler plus... »

N'empêche : voilà désavoués nos laborieux plumitifs des DRH, pondant communiqué sur communiqué pour discréditer, voire calomnier la grève et les grévistes. Ils n'en finissaient pas de pleurer la crise, l'impossibilité d'augmenter les salaires parce que la crise, et les comptes qui vont mal du fait de la crise...

Et vlan, passe-moi Sarkozy qui dit qu'il y a reprise, que le temps du partage est revenu ! Les patrons de PQR doublés à gauche ! Pas très difficile, direz-vous, mais enfin, c'est le président des Riches qui s'exprime. Et puis, les 1 000 euros, ça ne fait pas la rue Michel, et bien peu les verront, s'ils les voient un jour.

Ambiance : pour le SPQR, c'est la « Krise », bouger un cil coûte trop cher. Pour le président, c'est la reprise, faut distribuer des miettes de dividendes. Qui croire ? Personne !

Comme au Journal de Saône-et-Loire et au Bien Public, au Maine Libre, au Courrier de l'Ouest, à Ouest France, à Sud Ouest, aux Dernières Nouvelles d'Alsace, à l'Alsace, à la Dépêche du Midi, au Midi libre et d'autres titres encore, l'heure n'est ni à céder ni à la solitude dans l'action.

La question des salaires est au centre de la vie sociale du pays : raison de plus pour ne rien céder et défendre pied à pied le pouvoir d'achat de tous.

La Filpac CGT, avec bien souvent d'autres syndicats, s'y emploie aujourd'hui, demain et dans les jours qui viennent. Les salaires et l'inflation sont une question trop sérieuse pour faire comme les cloches, partir en pèlerinage pour Rome.

Aujourd'hui dans l'action et demain on continue.

*Le 20 avril, ne te découvre pas d'un fil*